

<https://www.pressegauche.org/Crise-de-legitimite-et-processus-de-fascisation-L-acceleration-par-la-pandemie>



Crise de légitimité et processus de fascisation : L'accélération par la pandémie

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Les images de personnels hospitaliers manifestant avec banderoles et drapeaux syndicaux dans plusieurs hôpitaux français illustrent l'ampleur de la crise de légitimité qui touche le gouvernement Macron. Ces défilés revendicatifs se déroulent au moment même où le gouvernement et ses relais médiatiques déploient un discours appelant à célébrer et applaudir les « héros de première ligne ». Le désaveu des hospitaliers est ici à la hauteur d'une colère populaire qui gronde sans pouvoir se visibiliser du fait du confinement. Cette colère populaire est mesurée par le gouvernement qui prépare activement ses réponses [répressives d'une part et idéologiques d'autre part] pour la juguler et la détourner.

Tiré du [blogue de l'auteur](#).

La crise de légitimité antérieure à la pandémie est accélérée par celle-ci et suscite logiquement une accélération du processus de fascisation, lui aussi déjà entamé avant la séquence du Corona. Le rappel de quelques fondamentaux permet d'éclairer la signification politique et idéologique de quelques faits et choix gouvernementaux récents ayant à première vue aucun liens : gestion autoritaire du confinement ayant déjà fait 10 victimes dans les quartiers populaires, note aux établissements scolaires appelant à « lutter contre le communautarisme » dans le cadre du déconfinement, document de prospective du ministère des affaires étrangères sur les conséquences politiques de la pandémie en Afrique, soutien d'Emmanuel Macron à Éric Zemmour, etc.

Crise de légitimité et processus de fascisation

Le concept d' « hégémonie culturelle » proposé par Gramsci permet d'éclairer le lien entre la « crise de légitimité » et le « processus de fascisation ». Contrairement à une idée répandue ce n'est pas la répression qui est l'assise la plus importante de la domination. Les classes dominantes préfèrent s'en passer conscientes qu'elles sont de l'incertitude de l'issue d'un affrontement ouvert avec les classes dominées. C'est, souligne Gramsci, la dimension idéologique qui est l'assise la plus solide de la domination. Elle se déploie sous la forme de la construction d'une « hégémonie culturelle » dont la fonction est d'amener les dominés à adopter la vision du monde des dominants et à considérer la politique économique qui en découle au mieux comme souhaitable et au pire comme la seule possible. « La classe bourgeoise se conçoit comme un organisme en perpétuel mouvement, capable d'absorber la société entière, l'assimilant ainsi à sa propre dimension culturelle et économique. Toute la fonction de l'État a été transformée ; il est devenu un éducateur[i] » explique Gramsci. C'est cette hégémonie culturelle qui est donneuse de légitimité, les élections en constituant une mesure. A l'inverse l'affaiblissement de l'hégémonie signifie une crise de légitimité que l'auteur appelle « esprit de scission » : « Que peut opposer une classe innovatrice, demande Gramsci, au formidable ensemble de tranchées et de fortifications de la classe dominante ? L'esprit de scission, c'est-à-dire l'acquisition progressive de la conscience de sa propre personnalité historique ; esprit de scission qui doit tendre à l'élargissement de la classe protagoniste aux classes qui sont ses alliées potentielles[ii]. »

L'ampleur de la régression sociale produite par la séquence néolibérale du capitalisme depuis la décennie 80 sape progressivement les conditions de la légitimation de l'ordre dominant. Cette séquence est par son culte de l'individu, des « gagnants et des « premiers de cordée », son retrait de l'Etat des fonctions de régulation et de redistribution, sa destruction des protections sociales minimums, etc., productrice d'un déclassé social généralisé reflétant une redistribution massive des richesses vers le haut. La crise de légitimité n'a cessé de se déployer depuis sous les formes successives et dispersées de grands mouvements syndicaux (1995, réforme des retraites, etc.), de la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, du mouvement des Gilets Jaunes, etc. La progression de l'abstention et son installation durable constitue un des thermomètres de cette illégitimité grandissante. L'élection d'Emmanuel Macron avec seulement 18,19% des inscrits [qui représente les électeurs ayant émis un vote d'adhésion] au premier

tour souligne l'ampleur de celle-ci.

Au fur et à mesure que se développe l'illégitimité croissent les « débats écran » d'une part et l'usage de la répression policière d'autre part. Les multiples « débats » propulsés politiquement et médiatiquement par en haut sur le communautarisme, le voile, la sécession des quartiers populaires, etc., illustrent le premier aspect. Les violences policières [jusque-là essentiellement réservées aux quartiers populaires] à l'encontre des Gilets Jaunes et des opposants à la réforme des retraites concrétisent le second. C'est ce que nous nommons « processus de fascisation » du fait de ses dimensions idéologiques [construction d'un bouc émissaire dérivatif des colères sociales], juridiques [entrée dans le droit commun de mesures jusque-là limitée aux situations d'exception] et politique [doctrine de maintien de l'ordre].

Il convient de préciser le concept de fascisation » pour éviter les compréhensions possiblement « complotistes » et « réductionnistes » de l'expression. La fascisation n'est pas le fascisme qui est un régime de dictature ouverte se donnant pour objectif la destruction violente et totale des opposants. Le processus de fascisation n'est pas non plus une intentionnalité de la classe dominante ou un « complot » de celle-ci. Il est le résultat de l'accumulation de réponses autoritaires successives pour gérer les contestations sociales dans un contexte de crise de légitimité. La carence de légitimité contraint la classe dominante et ses représentants à une gestion à court terme de la conflictualité sociale, crise par crise, mouvement social par mouvement social [par les trois vecteurs soulignés ci-dessus : idéologique, juridique et répressif]. S'installe alors progressivement et tendanciellement un modèle autoritaire reflétant la crise de l'hégémonie culturelle de la classe dominante. Terminons ces précisions en soulignant que la fascisation ne mène pas systématiquement au fascisme, qu'elle n'en constitue pas fatalement l'antichambre. Le processus de fascisation exprime les séquences historiques particulières où les dominés ne croient plus aux discours idéologiques dominants sans pour autant encore constituer un « nous » susceptible d'imposer une alternative. L'issue de telles séquences est fonction du rapport de forces et de la capacité à produire ce « nous ».

C'est dans ce contexte que survient la pandémie qui comme toute perturbation durable du fonctionnement social et économique fait fonction de révélateur de dimensions que l'idéologie dominante parvenait encore à masquer : les pénuries de masques, de personnels de santé et de matériels médicaux visibilisent les conséquences de la destruction des services publics ; la faim qui apparaît dans certains quartiers populaires fait fonction de miroir grossissant de la paupérisation et de la précarisation massive qui avaient déjà suscités la révolte des quartiers populaires de novembre 2005 et le mouvement des Gilets Jaunes ; la gestion autoritaire du confinement et sa politique de l'amende révèlent au grand jour le modèle de citoyenneté infantilissante et méfiante qui s'est installé du fait de la crise de légitimité ; le maintien de l'activité dans des secteurs non vitaux en dépit du manque de moyens de protection démasquent l'ancrage de classe des choix gouvernementaux ; les aides et allègements de charges aux entreprises, l'absence de mesures sociales d'accompagnement des baisses de revenus brusques liées au confinement [annulation des loyers et des charges par exemple], l'annonce de mesures de restriction « temporaires » de conquies sociaux [durée du travail, congés, etc.] pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie, les conditions du déconfinement scolaire, etc., finissent de déchirer le mythe du discours sur l'unité nationale face à la crise. La crise de légitimité déjà bien avancée avant la pandémie sort de celle-ci considérablement renforcée. Le déconfinement survient dans ce contexte de colère sociale massive, d'écoeurement des personnels de santé, de quartiers populaires au bord de l'explosion, etc.

La préparation policière, juridique et idéologique de l'après-pandémie

Le bilan humain du choix d'une gestion autoritaire du confinement est à lui seul parlant et significatif de la préparation policière de l'après-pandémie. Déjà une dizaine de décès suite à des contrôles de police depuis le début du confinement. Les révoltes populaires dans plusieurs quartiers suite à ces violences policières révèlent l'état de tension qui y règne. Non seulement les habitants de ces quartiers populaires ont été abandonnés à leur sort [alors que les niveaux connus de pauvreté et de précarité rendaient prévisibles la dégradation brusque des conditions d'existence que le confinement produirait] mais ils subissent les pratiques d'un appareil de police gangréné par le

racisme, infiltré de manière non marginale par l'extrême-droite, habitué à l'impunité, etc. Le mépris de classe et l'humiliation raciste caractérisent plus que jamais le rapport entre institution policière et habitant des quartiers populaires.

Le discours politique et médiatiques sur l'incivilité et l'irresponsabilité des habitants des quartiers populaires a accompagné cette accélération des violences policières. Sans surprise ceux que le géo-politologue Pascal Boniface a pertinemment appelé les « intellectuels faussaires[iii] » ou les « experts du mensonge » ont été mobilisés. Dès le 23 mars Michel Onfray ouvre le bal : « Que le confinement soit purement et simplement violé, méprisé, moqué, ridiculisé dans la centaine des territoires perdus de la République, voilà qui ne pose aucun problème au chef de l'État. Il est plus facile de faire verbaliser mon vieil ami qui fait sa balade autour de son pâté de maison avec son épouse d'une amende de deux fois 135 euros que d'appréhender ceux qui, dans certaines banlieues, font des barbecues dans la rue, brisent les parebrises pour voler les caducées dans les voitures de soignants, organisent ensuite le trafic de matériel médical volé, se font photographier vêtus de combinaison de protection en faisant les doigts d'honneur[iv]. » Alain Finkielkraut confirme ce constat alarmant et s'interroge quelques jours plus tard : « Les quartiers qu'on appelle "populaires" depuis que l'ancien peuple en est parti, le trafic continue, les contrôles policiers dégénèrent en affrontements, des jeunes dénoncent une maladie ou un complot des "Blancs" et les maires hésitent à imposer un couvre-feu parce qu'ils n'auraient pas les moyens de le faire respecter. Union nationale, bien sûr, mais formons-nous encore une nation ?[v] ». La situation et ces discours de stigmatisation sont d'autant plus insupportables que les quartiers populaires et leurs habitants ont été le lieu et les acteurs d'une mobilisation de solidarité citoyenne multiforme. Mobilisations familiales, de voisinages, associatives, informelles ou organisées, autofinancées, etc., sans laquelle la situation aurait été bien plus grave qu'elle ne l'est.

Le contrôle, la contrainte, la mise en scène de la force [que révèlent de nombreuses vidéos de contrôles pendant le confinement] et la répression, dessinent la tendance des réponses envisagées en réponse aux colères sociales qui s'exprimeront inévitablement après la pandémie. C'est dans cette direction que s'oriente l'approbation le 6 mai 2020 par la commission des lois de la proposition de plusieurs députés de la majorité visant à autoriser des « gardes particuliers » à participer au contrôle des règles du déconfinement et à dresser des procès-verbaux en cas d'infractions. L'annonce de l'utilisation de drones et autres outils technologiques pour la surveillance du déconfinement est dans la même teneur. Comme le souligne l'Observatoire des Libertés et du Numérique (OLN) ces nouvelles technologies de surveillance sont porteuses d'une « régression des libertés publiques » :

Chacune des crises qui ont marqué le 21^e siècle ont été l'occasion d'une régression des libertés publiques. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont vu l'Europe adopter la Directive sur la rétention des données de connexions électroniques et l'obligation faite aux opérateurs de stocker celles de tous leurs clients. Les attentats terroristes qui ont touché la France en 2015 ont permis le vote sans débat de la loi renseignement. Ils ont aussi entraîné la mise en place de l'état d'urgence dont des mesures liberticides ont été introduites dans le droit commun en 2017. La pandémie de Covid-19 menace d'entraîner de nouvelles régressions : discriminations, atteintes aux libertés, à la protection des données personnelles et à la vie privée[vi].

La crise de légitimité oriente le gouvernement vers des réponses exclusivement autoritaires et répressives accompagnées d'une offensive idéologique visant à présenter les habitants des quartiers populaires comme incivils, irresponsables, irrationnels, complotistes, etc., à des fins d'isolement de leurs colères et de leurs révoltes légitimes. L'offensive idéologique s'annonce d'autant plus importante que l'expérience des Gilets Jaunes et du mouvement contre la réforme des retraites tant sur le plan du traitement médiatique [et des déformations des faits auquel il a donné lieu] que sur le plan des violences policières, ont produit des acquis palpables. En témoignent les déclarations de soutien aux habitants des quartiers populaires et de condamnation des violences policières qui ont vu le jour. Pour ne citer qu'un exemple, citons la vidéo de salariés et de syndicalistes de la RATP et de la SNCF témoignant de cette solidarité. De tels faits de solidarité étaient inexistantes lors de la révolte des quartiers populaires de novembre 2005 et témoignent une nouvelle fois de l'approfondissement de la crise de légitimité.

C'est dans le cadre de ce besoin de détournement idéologique de l'attention qu'il faut, selon nous, situer la distribution à tous les établissements scolaires pour préparer le déconfinement d'une « fiche » intitulée « Corona virus et risque de replis communautaristes ». Alors que la grande majorité des enseignants est légitimement préoccupée des conditions matérielles et pédagogiques de la reprise des cours, l'attention est orientée vers un pseudo danger « communautaristes » décrit de manière alarmante comme suit :

Aujourd'hui, la violence de la pandémie causée par un nouveau virus nous confronte à l'incertitude sur de multiples plans (en matière, médicale, sociale, économique, culturelle...). La crise du Covid-19 peut être utilisée par certains pour démontrer l'incapacité des Etats à protéger la population et tenter de déstabiliser les individus fragilisés. Divers groupes radicaux exploitent cette situation dramatique dans le but de rallier à leur cause de nouveaux membres et de troubler l'ordre public. Leur projet politique peut être anti-démocratique et antirépublicain. Ces contre-projets de société peuvent être communautaires, autoritaires et inégalitaires. En conséquence, certaines questions et réactions d'élèves peuvent être abruptes et empreintes d'hostilité et de défiance : remise en question radicale de notre société et des valeurs républicaines, méfiance envers les discours scientifiques, fronde contre les mesures gouvernementales, etc.[vii].

Dénoncer l'incapacité ou les carences de l'Etat en matière de protection ou exprimer un désaccord contre les mesures gouvernementales devient ainsi un indicateur de communautarisme. Une autre partie du document situe les actes du gouvernement sans contestation possible du côté de la « science » et des « valeurs républicaines » et toute critique de ces actes du côté de l'irrationalité, du complot et du communautarisme. Bien sur une telle introduction au « problème » ne peut déboucher que sur un appel à la délation dont il est précisé qu'il doit s'étendre jusque dans la cour de récréation : « " Être attentif aux atteintes à la République qui doivent être identifiées et sanctionnées. " Mobiliser la vigilance de tous : les enseignants en cours, les CPE et assistants d'éducation dans les couloirs et la cour pour repérer des propos hors de la sphère républicaine [...] " Alerter l'équipe de direction afin qu'elle puisse : - Effectuer un signalement dans l'application « Faits établissement » ; - Informer l'IA-DASEN en lien avec la cellule départementale des services de l'État dédiée à cette action et mise en place par le préfet[viii]. » Quand à la cible de cette vigilance et de cette délation, elle se situe, bien entendu dans les quartiers populaires, la « fiche » en question faisant référence au plan national de prévention de la radicalisation [« prévenir pour protéger »] du 23 février 2018[ix] qui précise qu'il s'applique « plus particulièrement dans les quartiers sensibles ».

Même la politique étrangère française fait partie de ce document hallucinant au regard des questions concrètes et réelles que se posent les enseignants. Il leur est ainsi demandé de se faire les défenseurs de celle-ci : « " Aborder les questions sur la nouvelle situation géopolitique en lien avec la pandémie, en montrant à la fois la complexité des relations internationales et la place de la France[x]. » Il est vrai que les préoccupations africaines du gouvernement sont particulièrement fébriles comme en témoigne une autre note, cette fois-ci de ministère des affaires étrangères. Cette note datée du 24 mars 2020 et intitulée « L'effet Pangolin : la tempête qui vient en Afrique ? » émane du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie. Se voulant prospective l'analyse développée annonce une série de crises politiques en Afrique comme conséquences de la Pandémie : « En Afrique notamment, ce pourrait être « la crise de trop » qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (Sahel) ou en bout de course (Afrique centrale) ». Elle en déduit la nécessité « de trouver d'autres interlocuteurs africains pour affronter cette crise aux conséquences politiques » c'est-à-dire qu'elle appelle tout simplement à de nouvelles ingérences. Enfin elle précise la nature de ces nouveaux interlocuteurs sur lesquels la stratégie française devrait s'appuyer : « les autorités religieuses », « les diasporas », les « artistes populaires » et « les entrepreneurs économiques et businessmen néo-libéraux[xi] ». Sur le plan international également l'après pandémie est en préparation et il a la couleur de l'ingérence impérialiste.

Les conséquences économiques de la pandémie dans le contexte d'un néolibéralisme dominant au niveau mondial, de crise de légitimité profonde et de colères sociales massives et généralisées, sont le véritable enjeu de cette préparation active de l'après-pandémie sur les plans policier, juridique et idéologique. L'économiste, Nouriel Roubini qui avait un des rares à anticiper la crise de 2008 parle d'ores et déjà de « grande Dépression » en référence à la

crise de 1929. Le séisme qui s'annonce ne peut avoir que deux issues logiques : une dégradation et un déclassé social sans précédent depuis la seconde guerre mondiale ou une baisse conséquente des revenus des dividendes faramineux des actionnaires. La fascisation, le retour aux fondamentaux islamophobes et à la stigmatisation des quartiers populaires expriment la stratégie de la classe dominante pour faire face à cet enjeu. Plus que jamais la phrase célèbre de Gramsci résonne avec une grande modernité : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. Pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés[xii]. » A nous d'accélérer par nos mobilisations la réunion des conditions de possibilité du nouveau sans lesquelles nous ne pourrions que déplorer le développement de ces morbidités.

Notes

[i] Antonio Gramsci, Cahier de Prison 8, in Gramsci dans le texte, éditions sociales, Paris, 1975, p. 572.

[ii] Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Cahier 3, Gallimard, Paris, 1996, p.298.

[iii] Pascal Boniface, Les Intellectuels faussaires : Le triomphe médiatique des experts en mensonge, Gawsewitch, Paris, 2011.

[iv] Michel Onfray, Faire la guerre, <https://michelonfray.com/interventions-hebdomadaires/faire-la-guerre>, consulté le 11 mai 2020 à 8 h 30.

[v] Alain Finkielkraut, Le nihilisme n'a pas encore vaincu, nous demeurons une civilisation, Le Figaro du 27 mars 2020.

[vi] « La crise sanitaire ne justifie pas d'imposer les technologies de surveillance », Communiqué de l'Observatoire des Libertés et du Numérique (OLN) du 8 avril 2020.

[vii] Fiche-replis communautaires, Coronavirus et replis communautaristes, Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, p. 1.

[viii] Ibid., p. 2.

[ix] « Prévenir pour protéger », Plan national de prévention de la radicalisation, Service de Presse de Matignon, 23 février 2018, p. 9.

[x]Fiche-replis communautaires, op. cit., p. 2.

[xi] Manuel Lafont Rapnouil, L'Effet Pangolin : la tempête qui vient en Afrique ?, Note diplomatique du Centre d'analyse, de Prévision et de Stratégie NDI 2020 - 0161812, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 24 mars 2020, pp. 1, 3 et 4.

[xii] Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Cahier 3, Gallimard, Paris, 1996, p.283.